

SIDI SAÏD :

«On n'a pas de leçon à recevoir»

«Mettez-vous à l'aise !» La phrase a été prononcée plusieurs fois par le secrétaire général de l'UGTA, lors de son intervention hier devant les cadres syndicaux des fédérations du secteur de la Fonction publique.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'était lors de la réunion d'évaluation qui s'est tenue à la Maison du peuple en présence de deux secrétaires nationaux, le chargé du dossier de la Fonction publique et celui de relations publiques, respectivement MM. Ali Merabet et Abdelkader Malki.

Abdelamadjid Sidi Saïd, qui a présidé en personne cette réunion, a tenu à rassurer ses cadres syndicaux sur la justesse «du travail jusque-là accompli par la Centrale syndicale». «Qu'on le veuille ou non, vous avez fait un bon travail et les résultats seront connus après. La vérité sera connue au moment opportun. En tant qu'UGTA, on n'a pas besoin de leçons. Peut-être qu'on n'a pas accompli convenablement notre travail, mais on ne permettra à personne de nous insulter», dira Sidi Saïd. Discours à décoder, le

secrétaire général de l'UGTA a usé de tous les termes pour «décomplexer» ses troupes ou encore leur remonter le moral. Pour cause, cette réunion des cadres syndicaux UGTA du secteur de la Fonction publique est intervenue une semaine après la journée de protestation observée par la coordination des syndicats autonomes de ce secteur.

Une coordination, dont les amateurs ne sont pas allés par trente-six chemins pour fustiger la Centrale syndicale ou encore déclarer que «les structures syndicales qui lui sont affiliées ne sont plus représentatives des travailleurs du secteur de la Fonction publique».

Des accusations que récuse le premier responsable de la Centrale syndicale qui a tenu à éviter de citer ses détracteurs, se contentant de rappeler à l'assistance et aux journalistes venus en force couvrir l'événement, que «le dos-

sier de la Fonction publique date de 1990 et que depuis cette date, nous avons tenu 2556 réunions».

Pour Sidi Saïd, «lorsque nous avons entamé les discussions autour du dossier de la Fonction publique, il y avait 78 points indiciaires et aujourd'hui nous sommes arrivés à un taux unique de 45 dinars. Depuis 2002, soit durant cinq ans, nous avons engagé discussions, réflexions et négociations et aujourd'hui, nous sommes arrivés à un sens de responsabilité qui nous a permis de régler définitivement cette question de points indiciaires. C'est pour cela que je dis qu'on n'a pas de leçon à recevoir», martèle Sidi Saïd.

L'intervenant rappelle que la révision de l'IRG et la mise en place de la nouvelle grille de salaire étaient l'œuvre de l'UGTA qui n'a cessé de la revendiquer, «puisque'il y a des loups qui nous surveillent» et d'ajouter : «L'histoire est profonde et inscrite avec le sang. Ceux qui veulent nous insulter ou écrire contre nous sont libres. La violence ne mène à rien et ne règle rien.

Mettez-vous à l'aise.»

Le premier responsable de la Centrale syndicale qui a développé un discours mesuré a évité d'ouvrir les hostilités avec ses détracteurs.

Il a tenu notamment à rassurer ses lieutenants mais surtout revendiquer la légitimité du combat syndical concernant le secteur de la Fonction publique. C'est dans cette optique qu'il porte à la connaissance des syndicalistes «qu'une fois le statut particulier finalisé on passera au régime indemnitaire». «Le 10 février pro-

chain, une autre réunion d'évaluation sera organisée. Je vous informe également qu'actuellement au niveau du secrétariat existe une équipe technique qui travaille sur une batterie de mesures pour la sauvegarde du pouvoir d'achat. L'UGTA travaille dans la sérénité, et je vous demande de mettre du coton dans vos oreilles et d'être à l'aise, à l'UGTA on n'a pas de leçon à recevoir», a-t-il conclu.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que plusieurs secrétaires généraux de fédéra-

tion ont passé en revue l'état d'avancement de la finalisation des statuts particuliers. C'est le cas des fédérations de la santé avec à leur tête M. Salah Rouaïbia, des collectivités locales, de l'éducation, des douanes, de l'hydraulique pour ne citer que celles-là. Mais, il ressort des interventions des syndicalistes, que l'étape importante, celle relative à la discussion avec la direction générale de la Fonction publique, constituera l'enjeu majeur de cette question.

A. B.

POLÉMIQUE ALGÉRIE-ONU

«Ce ne sont que des déclarations», selon Medelci

En marge du 3^e Forum économique d'Algérie, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a répondu à une interrogation médiatique sur la position de l'Etat algérien engagé dans une polémique avec l'ONU. Une polémique sur l'envoi d'une mission d'enquête onusienne sur les événements du 11 décembre 2007 (attentat contre le siège de l'ONU à Alger) et à laquelle l'Algérie s'oppose. «Ce ne sont que des déclarations», a souligné Mourad Medelci. Sur le même registre, le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, a réaffirmé que cette initiative onusienne n'était pas la bienvenue. Pour Abdelaziz Belkhadem, l'Algérie a accompli son devoir.

C. B.

Jean-Pierre Lledo répond à Mohamed Benchicou

Je n'ai pas l'habitude de répondre aux critiques de cinéma, considérant que la critique est leur fonction. En vous demandant de faire paraître ma réponse, je n'y fais pas exception, puisque ce journaliste n'est pas critique de cinéma, et que son point de vue ressemble plus à un réquisitoire qu'à une réflexion esthétique.

Qu'un intellectuel qui après deux années de prison pour ses opinions s'alarme du fait que j'aie pris «des libertés révolutionnaires» avec l'Histoire, et puisse même associer cet épithète à ce substantif, en dit long sur l'état d'esprit de son auteur, qui vivant à Paris n'a même pas l'excuse de vivre l'atmosphère de terrorisme intellectuel dont de nombreux journalistes se font les champions, surtout dans une certaine presse arabophone, en comparaison de laquelle rétroactivement la presse du parti unique serait la tolérance même !

Six mois après avoir vu mon film lors d'une projection privée à Paris, où étaient présents de très nombreux intellectuels algériens, tous très élogieux, Benchicou au lieu de se comporter en journaliste qu'il prétend toujours être, et d'informer ses lecteurs, se fend d'un pamphlet qu'en d'autres temps auraient pu signer Torquemada et Jdanov...

Benchicou me fait d'abord partager la responsabilité de détourner le véritable débat autour du contenu du film vers une

maîtres musulmans du malouf, dont certains furent ses amis ?

Pourquoi le 5 juillet 1962 à Oran, à Oran uniquement dans toute l'Algérie, dans presque tous les quartiers d'Oran, et au même moment, du matin au soir, a-t-on massacré les «gaouri» au faciès ?

Beaucoup d'Algériens se sont déjà posés ces questions (le Congrès de la Soummam en 1956 avait critiqué les exactions contre les civils) et contiennent de se les poser.

En les posant à mon tour, par le biais du cinéma, je ne considère pas porter du tort à mon pays. Au contraire. Vider les poches de pus que portent en elles toutes les sociétés du monde a toujours été une œuvre de salubrité publique.

L'Algérie, comme d'autres pays, a eu ses histoires sombres. Pas plus que les cinéastes français ne temissent l'image de la France, lorsqu'ils évoquent la torture durant la guerre en Algérie, ou les autres côtés sombres de l'histoire de leur pays, je ne considère avoir terni l'image du mien.

Laisser aux autres le soin d'évoquer nos ombres, c'est cela qui affaiblit notre pays. Je ne considère pas que le devoir des intellectuels de tous les pays soit de sacraliser ou de glorifier ses chefs, ou de renforcer les mythes. Ceux qui le font

ne rendent service qu'aux chefs, non à leur peuple.»

Mais en admettant que la mémoire de Benchicou ait été atteinte par les épreuves qu'il a subies, on aurait donc pu imaginer que justement pour s'opposer à une censure qu'il dit réprouver, le journaliste tente l'exercice difficile de rendre compte du contenu et de la forme du film.

Mais en lieu et place, et tout en sachant que les nationaux n'ont pu avoir son privilège de le voir, il préfère se livrer à celui qui simple du procureur. Un procureur dont le réquisitoire est d'autant plus totalitaire qu'il sait les éléments du dossier dans le secret ! Décidément, le procès inique qui a coûté 2 ans de sa vie à Benchicou n'aura pas été sans conséquences.

Le reste est du même niveau : aussi affligeant. D'un côté Benchicou admet que l'on puisse «déconstruire» l'Histoire, laissant entendre comme l'ont dit depuis une éternité les vrais historiens, qu'il n'y a pas de Vérité en histoire pas plus que dans n'importe quelle autre branche des sciences. Mais tout aussitôt, il ajoute que cette opération «doit obéir (sic) à l'exactitude». Obéir ! A l'exactitude ! Mais qui incarne Déesse Exactitude ? Benchicou ? Les anciens moujahidine (je parle des vrais) ? Leur organisation ? La ministre de la Culture ?

Le Président ? Ce faisant, Benchicou laisse croire aux lecteurs que mon film est un film d'historien, construit pour démontrer une thèse. Or la forme de ce film comme d'*Un Rêve algérien*, comme de mes précédents, en est diamétralement opposée !

Mes documentaires n'ont rien à voir avec l'objectivité (prétendue) des archivistes. Ils se réclament au contraire ouvertement d'une esthétique subjective et romanesque où l'auteur met ses pas dans ceux de ses personnages principaux (ici berbéro-arabomusulmans, résidant tous en Algérie) et ne sort de sa réserve d'auteur qu'à deux moments d'un film qui dure 2h40 ! Je ne dis jamais qu'«indigènes et pieds-noirs vivaient en excellent voisinage», comme me le prête notre désinformateur, car le film n'a aucune prétention généralisante. Il montre des individus singuliers qui témoignent de leur vie sans se demander au préalable si leur mémoire est conforme à l'histoire officielle !

Contrairement à Benchicou, pour moi, «les pieds-noirs» sont aussi différenciés que «les Arabes», que «les Allemands», que «les Américains», etc. Il ne perdrait aujourd'hui à personnaliser l'idée de dire par exemple que «les Algériens» sont des tueurs, parce que des dizaines de milliers d'entre eux le sont

devenus !

Que Benchicou me permette de lui retourner la question : dans quelle Algérie a-t-il vécu, lui qui est de ma génération, pour n'avoir jamais été témoin de relations de bon voisinage entre Juifs, musulmans, chrétiens et athées ? ! Ou alors doit-il son aveuglement à quelques préjugés racistes, dont l'ex-directeur du *Matin* laissa éclabousser son quotidien lorsqu'un responsable de l'Etat algérien y fut stigmatisé pour ses origines juives ?

Il est vrai qu'il dut s'en repentir... devant les seuls à lui avoir demandé des comptes — non, ni ses lecteurs, ni le gouvernement algérien, ni l'opinion publique algérienne — je veux parler des rédacteurs du quotidien français *Le Monde*...

Enfin, je ne terminerai pas sans m'interroger sur la fiabilité du scoop dont Benchicou nous fait la confidence : «Les autorités algériennes ont déjà décidé de ne pas diffuser ce long-métrage.»

Assez ahuri de lire récemment sous sa propre plume — *Les Géolés d'Alger* — que son intrépidité et son verbe haut, il les tenait en fait des assurances d'un officier des services de sécurité de la DRS (qu'on appelait de mon temps SM, ou Sport et Musique), je me demande si Benchicou ne serait pas encore victime d'intox...